

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le rôle du mouvement mutualiste dans la vie sociale, sur la protection sociale notamment la sécurité sociale et les retraites et sur la nécessité de renforcer la "cohésion sociale", Grenoble le 31 mai 1991.

Monsieur le Président,

- Mesdames, messieurs,

- Vous l'avez rappelé, monsieur le Président, c'est la quatrième fois que je prends part à vos congrès, Bordeaux, Lyon, Nice et maintenant Grenoble. Pourquoi ce rendez-vous réitéré, pourquoi ai-je plaisir à vous rejoindre ? Pour plusieurs raisons, d'abord parce que vous représentez des milliers et des milliers de femmes et d'hommes qui travaillent et se dévouent de façon bénévole, parce que vous êtes inspirés par des principes et des valeurs communs au service de l'intérêt général, conduits par un même idéal, celui qui pousse à dépasser les égoïsmes. Ensuite, parce que notre société a le plus grand besoin d'organisations et de mouvements contre le vôtre qui transmettent et font fructifier ce qu'on appelle tout simplement la générosité, le dévouement, la solidarité. A vrai dire, dès l'antiquité, sont apparus les premiers regroupements solidaires, mais il faut se demander pour quelles raisons ils ont toujours, ou du moins pendant si longtemps été contenus, contrôlés, empêchés, limités par les pouvoirs jusque dans les temps contemporains. Ainsi, les dictatures espagnole et portugaise du XXème siècle ont tout aussitôt étouffé les mouvements mutualistes de ces deux pays. En France même, de la révolution de 1789 qui proclama les libertés politiques mais ignora les libertés économiques et sociales, jusqu'à la grande consécration de la fin du XIXème siècle, l'histoire du mouvement mutualiste incarne une sorte de résistance, résistance à l'autoritarisme des pouvoirs en place, et ce but n'a pas varié : organiser une assistance collective qui ne laisse jamais l'homme seul devant la maladie, la vieillesse et la mort.

- C'est une riche et longue histoire que la vôtre, la plus longue de notre histoire sociale. Elle ne s'est pas achevée comme certains l'annonçaient, avec la naissance d'un régime obligatoire de protection sociale, car elle a su se renouveler sous la conduite de ses dirigeants qui n'ont jamais tourné le dos à l'avenir. Je voudrais rendre hommage ici à ceux qui, à cette table et là, dans cette salle, représentent et inspirent la masse des mutualistes. On me permettra de dire un mot particulier de reconnaissance pour le Président Teulade.

- Parce que vous avez su vous renouveler pour former cette grande institution, forte de plus de 25 millions de bénéficiaires, n'est-ce pas vous, monsieur le Président, qui avez écrit un livre ainsi intitulé, un idéal pour 25 millions d'hommes et de femmes, forte aussi de ses 100000 administrateurs bénévoles, de ses 50000 salariés, un puissant mouvement venu des profondeurs et dont vous entretenez la puissance. Ce mouvement social soudé vaut qu'on suive attentivement sa démarche, je parle au nom des pouvoirs publics, ses analyses, ses attentes. C'est la raison, outre celle de l'amitié, vous me permettrez de vous le dire, c'est la raison de ma présence en ce jour de votre trente-troisième congrès.

Oui, mesdames et messieurs, vous jouez dans la vie sociale un rôle de laboratoire d'idées,

d'initiatives, et ce dans la permanence de vos objectifs initiaux. Par exemple, vous assurez le remboursement du ticket modérateur, cette partie des soins que ne prend pas en charge la sécurité sociale et qui représente, je crois, quelques 80 % des sommes que vous gérez, mais vous mettez bien d'autres services à la disposition de vos adhérents. Je n'en ferai pas la liste, le rapide passage que je fais dans les salles voisines m'a montré la diversité de vos occupations, la multiplicité des dévouements, des imaginations, car de plus en plus de secteurs sont ainsi recouverts. Bref, tout cela fait l'objet de vos travaux, vous vous y êtes appliqués dans vos ateliers, et je ne m'attarderai maintenant que sur quelques-uns d'entre eux, soit parce qu'ils connaissent des difficultés, soit parce qu'ils ouvrent des pistes à de nouveaux besoins de notre société.

- Quelles difficultés ? Je citerai : les centres de santé dont vous avez dit un mot il y a un instant. Le gouvernement, pour leur venir en aide a fait adopter des mesures législatives qui visent à baisser leurs charges. Eh bien, je m'adresse ici à un vaste public et en particulier au sein de ce vaste public, là juste devant moi à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, que je connais bien, et qui m'écoute je le suppose ! Eh bien il est temps que soient prises sans délai les mesures d'application.

- Ces centres, du moins certains d'entre eux, car ils n'ont pas tous les mêmes règles de fonctionnement et d'organisation, jouent un rôle très important dans le dispositif de santé, puisqu'ils permettent d'accéder à des soins de qualité sans avance de frais. J'entends donc, et le gouvernement avec moi et le ministre en particulier, garantir leur existence, d'autant plus qu'elle préserve le système de santé d'un développement excessif selon moi des mécanismes dits abusivement libéraux.\

Dans le même ordre d'idées, celui qui consiste à se mettre au service des plus démunis, vous avez organisé le tiers-payant. Vraiment n'est-il pas anormal, c'est ce que vous avez pensé, et il est facile sur ce plan de se rejoindre, que dans le système généralisé de protection sociale, dont nous sommes dotés, trop de gens soient contraints - parce qu'ils ne peuvent pas faire les avances de fonds nécessaires parce qu'ils sont pauvres - de s'adresser aux consultations gratuites mises en place par les associations caritatives et humanitaires qui jouent un rôle très utile, et que je salue au passage, mais tel n'est pas l'objet du système de santé. Rejetons, vraiment rejetons mesdames et messieurs, tout ce qui conduirait à une dérive vers un système de soins à plusieurs vitesses.

- Et arrêtons-nous un moment sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes. On veut leur offrir en fonction de leur degré d'autonomie les services qui leur sont nécessaires, il peut s'agir de maintien à domicile, solution qui est sûrement la plus souhaitable, aussi longtemps qu'elle est réalisable, ou d'établissements de séjour adaptés afin de leur éviter d'avoir à quitter leur environnement de vie, lorsque leur santé se dégrade ou que l'autonomie s'amoindrit. Il ne serait pas dans la tradition de la Mutualité de laisser la seule initiative privée y pourvoir, selon les lois du marché, ce qui conduirait inmanquablement, malgré l'action considérable des collectivités locales, à écarter, à oublier, à délaisser les plus démunis.

- Et votre honneur, c'est d'être présents partout. Et particulièrement sur les "nouveaux champs de solidarité", expression que je reprends, que j'évoquais devant vous, il y a trois ans. Je pense en particulier à la création du revenu minimum d'insertion, dont l'objet est non seulement de restituer à des centaines de milliers des nôtres une existence sociale, une reconnaissance sociale, mais aussi de prendre pied dans la vie. Il n'était pas vraisemblable que la Mutualité, avec le formidable réseau qu'elle représente, ne mobilise pas ses forces dans cette grande bataille de l'insertion et je considère que la proposition que vous venez de faire, monsieur le Président, d'affilier à la Mutualité tous les hommes, toutes les femmes qui sont sans travail, prouve de façon éclatante, que le mouvement mutualiste sait et veut répondre aux problèmes sociaux d'aujourd'hui.\

Ces problèmes qui préoccupent les Français, vous les connaissez, moi aussi.

- Le premier est celui de l'équilibre, ou comme on dit, du "trou" de la Sécurité sociale, ce qui n'est pas une vocation, une prédestination. Il s'agit simplement de savoir ce que l'on veut. Et c'est vrai qu'en 1991, les choses s'annoncent ainsi : les recettes seront inférieures aux dépenses prévues. Il faudra donc soit chercher de nouvelles ressources, faire des économies, réorganiser

prevues. Il faudra donc agir, recenser de nouvelles ressources, faire des économies, gérer mieux les moyens dont nous disposons. Mais va-t-il falloir rationner les soins, comme on l'entend dire par certains qui ne sont pas toujours dépourvus d'arrière-pensées ?

- Ai-je besoin de m'inscrire en faux ? Seule la mauvaise foi pourrait conduire à nier l'évidence : on peut mieux soigner, sans dépenser plus, et même, je le répète, en faisant des économies. On a déjà commencé de le faire. Gestion rigoureuse ne veut pas dire régression des droits sociaux : au contraire, elle doit les consolider et les renforcer.\

Le deuxième problème est celui des retraites. Là aussi, il n'y a pas lieu de s'affoler. Il n'est pas question, il n'a jamais été question de remettre en cause les pensions que touchent les retraités d'aujourd'hui. Mais il faut préparer les décisions qui permettront de passer plus tard le cap difficile, que l'on situe aux alentours de 2005 - 2010, en raison de la chute démographique actuelle.

- Mais préparer l'avenir ne signifie pas, il faut le répéter, que les pensions de retraite que l'on verse aujourd'hui seront remises en cause. Que cessent de s'inquiéter et de trembler tous ces milliers et ces milliers de braves gens qui ont travaillé pour assurer leur vieux jours, qui ont fidèlement servi la Mutualité pour se trouver soudain dépourvus des moyens de vivre qu'ils ont institués.

- J'ai demandé à Mme le Premier ministre, aux ministres compétents, au premier rang desquels le ministre des affaires sociales et de l'intégration, de traiter ces problèmes urgents. Les décisions destinées à garantir la sécurité sociale seront prises dans les toutes prochaines semaines. Elles ne seront pas faites pour faire plaisir. Elles seront faites pour sauver notre système social, pour établir plus de justice et pour harmoniser pour longtemps un système trop souvent déséquilibré.\ Et de quels meilleurs principes pourrait-on s'inspirer que de ceux de solidarité, de responsabilité, et d'initiative qui sont, je le crois bien, à la base du mouvement mutualiste. On va dire, ce sont des mots, de grands mots, de nobles mots, mais allons plus loin.

- Solidarité, parce que c'est justement cela la sécurité sociale, la solidarité entre les malades et les bien-portants, entre les actifs et les inactifs, entre les jeunes et les vieux, le dépassement des égoïsmes, des corporatismes, le refus de s'en remettre à l'initiative privée, à l'assurance individuelle, aux lois du marché, pour maintenir le haut degré de protection sociale auxquels nous sommes habitués et irréductiblement, je vous prie de me croire, attachés.

- Responsabilité, parce que c'est à tous les acteurs du système de soins et aux patients eux-mêmes d'adopter une attitude raisonnable, d'éviter les double-emplois, les gaspillages qui ne sont d'aucun profit pour personne, qui suscitent d'inutiles dépenses. On sait bien que les Français sont les plus gros consommateurs de médicaments par rapport à leurs voisins européens. Dira-t-on qu'ils sont en même temps les mieux soignés ?

- Initiative, parce qu'il existe des marges de manoeuvre afin d'améliorer encore les choses, de gérer de façon économe, de faire mieux fonctionner l'ensemble. Alors il faut faire preuve d'imagination, de volonté. Travaillons ensemble, dialoguons, confrontons nos opinions et nos propositions, organisons la liaison plus féconde entre l'Etat, les caisses d'assurance maladie, les professions de santé.

- Qui peut nier qu'il reste beaucoup à faire dans de nombreuses directions qui sont autant de voies d'économies possibles. Faut-il énumérer les progrès des méthodes de gestion, la mise en place d'une véritable évaluation des techniques médicales. Pour avoir un résultat comparable pour la santé et le confort, quelle est la voie la moins onéreuse ? Le progrès de la formation du corps médical et des professions para-médicales, en particulier dans le domaine de l'économie de la santé, le progrès de la prévention que nous développons encore trop insuffisamment par comparaison avec plusieurs des voisins que je citais il y a un moment. Dans un moment où les techniques médicales exigent souvent le recours à des médecins spécialistes, le médecin généraliste retrouvera là un rôle essentiel en liaison avec les familles, l'école, les médias. Ces médecins généralistes dont on aperçoit mieux que jamais la nécessité dans notre société trop souvent éclatée. J'affirme qu'autour des principes de responsabilité et d'initiatives il est possible de faire progresser le système de soins tout en maîtrisant la progression des dépenses.

Contrairement à une idée couramment répandue, les deux objectifs ne sont pas contradictoires.

ils vont de pair. Et les efforts qu'ils supposent, ne peuvent porter leurs fruits immédiatement. Seule y conduira une action à long terme, concertée, planifiée. Parlons comme La Fontaine, "puisque ce sera long, commençons tout de suite".\

Les valeurs de solidarité, d'initiative, de responsabilité, nous les retrouvons au coeur de l'action que j'ai demandée au gouvernement. Sous l'impulsion du ministre d'Etat, chargé de la ville. Il s'agit d'insuffler l'espoir dans des quartiers périphériques des grandes métropoles urbaines où l'on a, dans les décennies passées, construit de grands ensembles, souvent à la hâte, pour accueillir tant bien que mal des populations nouvelles, chassées des zones rurales par les évolutions économiques et sociales.

- Et que les communes les plus riches fassent un effort en faveur des communes les plus pauvres, souvent très pauvres, qui ne peuvent pas assumer les charges qui sont les leurs, est-ce que cela ne tombe pas sous le sens, mesdames et messieurs, fallait-il hésiter à le faire, en dépit des oppositions ? Je l'ai demandé au gouvernement et cela a été fait. Et j'entends que, dans ce domaine aussi, la solidarité fonctionne et qu'elle ne soit pas réservée aux seuls cas individuels.

- La même conception a inspiré la création du revenu minimum d'insertion. Qu'on ne me dise pas, comme on le fait souvent, cela ne marche pas. Le bilan d'une action aussi ambitieuse ne pourra être fait d'une façon définitive qu'un peu plus tard. D'ores et déjà, les premiers résultats sont là. 120000 personnes sont entrées dans la vie professionnelle par ce canal, en 1990.\

A travers l'insertion des bénéficiaires du RMI, comme par l'attention portée aux jeunes des banlieues, l'objectif reste la cohésion sociale de la Nation tout entière. Notre pays, la France, sera plus forte en 1993 si elle est plus unie, si elle sait mobiliser le courage, le talent, l'intelligence de celles et de ceux qui vivent sur son sol. Et je vous le dis là, encore une fois, c'est l'affaire de tous, et pas seulement du gouvernement £ de tout le gouvernement, et pas seulement du ministre des affaires sociales £ c'est une entreprise d'une ampleur nationale car chacun le sait, le 1er janvier 1993, nos 58 millions de Français seront précipités dans un ensemble européen de 340 millions d'habitants, toutes frontières et toutes barrières abattues. Faut-il s'en inquiéter ? Oui, si l'on manque de force, de conviction, d'esprit de création, de talent, d'obstination, oui ! Alors il faut s'en inquiéter. Mais si l'on est sûr de soi, de la richesse et de la force d'une longue histoire, des splendeurs accumulées et des succès, la France, l'un des pays qui marque la civilisation des temps modernes après avoir été présente pendant près de mille ans dans l'histoire des hommes, cette France-là n'a pas à craindre pour son avenir. Il n'y aura de protection pour personne, hors celle que vous mettez en place dans la compétition commerciale et technique qui va s'engager. Trouvons cette protection en nous-mêmes, par nos forces de création, d'imagination et de travail et quand on dispose d'un relais comme le vôtre, quand on voit des masses aussi imposantes se consacrer au service des autres, comment peut-on douter d'un pays comme la France ? Moi je n'en doute pas, vous imaginez bien. Mais je voudrais faire communiquer au-delà de ces murs, au-delà de cette immense salle, cette conviction qui n'est pas simplement l'expression d'une espérance mais aussi d'une volonté. Vous, vous êtes aussi, à votre façon, les artisans des victoires de la France, parce que vous êtes les artisans, sans doute les meilleurs, de la cohésion sociale. Nous n'avons pas seulement besoin d'un développement économique, surtout industriel, nous n'avons pas seulement besoin d'un épanouissement culturel, nous avons besoin de la cohésion sociale qui ne pourra jamais se construire sur la base de l'injustice et qui exige l'engagement de tous et d'abord des privilégiés.\

Seulement voilà, je me trouve devant un public qui précisément a déjà dépassé les termes de ce discours, puisque votre engagement c'est précisément cela, là où vous êtes, dans le domaine qui est le vôtre. Eh bien oui, nous avons l'ambition, j'ai l'ambition d'intégrer à la marche générale de notre société, tous ceux qui en sont exclus. Ne faut-il pas penser au chômage, aux mauvaises conditions de logement, aux accidents de la vie, aux risques de l'âge, à l'origine ethnique de ceux-ci, de ceux-là. Bref d'une société éclatée, nous ne voulons pas. On a besoin de gagner une bataille économique, faisons ce qu'il faut. Une compétition industrielle, agissons en ayant dans l'esprit le talent d'innovation et de création dont sont capables les meilleurs d'entre nous.

Prenons appui sur l'intelligence des hommes pour accroître le dynamisme des entreprises et nous

créerons plus d'emplois. C'est en tout cas une tâche primordiale proposée au gouvernement. Vous me direz ce n'est pas la première fois. Non, ce n'est pas la première fois. Les crises alentour souvent s'aggravent. Après le répit que nous avons connu, les déséquilibres mondiaux viennent chez nous provoquer de nouveaux désordres. Alors travaillons, réagissons, unissons-nous.

- Je suis de ceux qui croient, comme vous et avec vous, que solidarité et efficacité n'ont rien d'antinomique. Vous en apportez chaque jour la preuve, vous les mutualistes. Une preuve qui doit servir d'exemple dans tous autres domaines. Comme j'aimerais rencontrer - lors des démarches qui sont les miennes, que je dois accomplir pour remplir ma fonction -, comme j'aimerais trouver chaque fois des assemblées de cette sorte, car chaque mot est aussitôt traduit par vous dans la réalité aigüe et vous engage un peu plus encore dans la voie que vous vous êtes tracée.

- Je pourrais faire bien des compliments au mouvement mutualiste, ce n'est pas la peine. Je résumerai en disant que c'est une chance pour la France. Au-delà des activités traditionnelles de la Mutualité, vous êtes le ferment de tout progrès pour le système français de protection sociale. Et vous allez porter plus loin, au sein des instances communautaires, dans les discussions avec nos partenaires européens, votre expérience, mettre sur pied une organisation et un statut dont vous pourriez fournir le modèle pour acquérir la nécessaire dimension européenne.

- Je soutiens ce combat, vous devez le savoir. Je crois de toutes mes forces aux valeurs démocratiques et sociales de la République qui sont aussi des valeurs de civilisation et certainement de la civilisation européenne, on peut parler d'elle, elle existe.

- Vous êtes femmes et hommes d'action et de présence. Imaginez aussi la somme de responsabilité, parfois même le sentiment de solitude, imaginez de quelle façon nous avançons tous trop souvent comme des femmes ou des hommes seuls parfois même aveuglés par la nuit qui vient, par la fin du jour. Ainsi la vie n'a de sens que si l'on passe au moment voulu à d'autres générations la responsabilité qui permettra de penser que nos vies n'ont pas été vides de sens.\ Le combat mutualiste rejoint dans le beau sens du terme le combat politique, c'est-à-dire le combat pour l'organisation de la cité. Il rejoint le combat pour les valeurs individuelles, magnifié par l'engagement collectif.

- La Mutualité, c'est une façon de vivre ensemble pour se dépasser soi-même, dépasser les bornes de sa propre existence, servir au-delà, à chacun son tour, à chacun sa charge, à chacun son mérite, à chacun ses vertus, mais c'est tous ensemble que nous allons construire la France que nous attendons de nos vœux. Tous ensemble, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons commencé, la route est encore longue. Qui peut prétendre arriver jamais au terme de cette route ? On sait bien que non. Mais la Mutualité française, constamment renouvelée, toujours vivante, toujours présente, elle le peut.

- Voilà pourquoi je vous dis que c'est à vous mesdames et messieurs, à vous, comme vous êtes, là où vous êtes et surtout tous ensemble, que c'est à vous d'apporter à nos concitoyens, à l'humanité, en France et au-delà de la France, le fruit de nos expériences et de nos engagements.

- Quand on a réussi à créer une organisation comme la vôtre, alors on peut espérer. C'est le mot qui me vient à l'esprit pour conclure : espérer.\